



# rézo

bulletin d'actualités

n° 25 mars 2009

*santé*

*justice*

*social*

*éducation*



dispositif public au service des professionnels de l'enfance et de l'adolescence en difficulté

[www.derpap.com](http://www.derpap.com)

## Actualités du DERPAD

### > “Mardi au DERPAD “Tous prévenus !...”

Prévention : ensemble, dit le dictionnaire, des mesures prises pour prévenir un danger, un risque, un mal, pour l’empêcher de subvenir. Qui ne s’accorderait sur le bien fondé d’une telle entreprise ? A vouloir le bien d’autrui, quel mal pourrait-il y avoir ? Freud lui-même, parvenu au terme de son œuvre, ne reconnaissait-il pas en 1933 à la psychanalyse une valeur prophylactique, lui assignant comme l’une de ses tâches essentielles d’éclairer l’éducation ? Il est vrai qu’à cette reconnaissance et à cette assignation, des précautions se trouvaient assorties, comme des limites posées à ce qui aurait pu apparaître comme un dangereux idéal de transparence : protéger totalement l’enfant des refoulements est impossible ; l’inconscient ne s’éduque pas. Sous des termes propres à son champ, l’actuelle exigence de prévention ne porte t-elle pas à son tour question ? Ainsi les récentes études INSERM sur les troubles des apprentissages ou les troubles des conduites, cependant qu’elles insistent sur la précocité d’apparition de ces troubles et appellent légitimement de leurs vœux qu’il en soit tenu compte, ne cessent-elles en retour de guider l’attention tant sur les dangers de la prédictivité diagnostique, que sur ceux d’une prévention mise au service de la surveillance sociale.

Sur ce difficile sujet, c’est à une réflexion sans a priori, enrichie du témoignage de professionnels engagés dans l’action de prévention, que les « Mardi au Derpad » souhaiteraient cette année apporter leur contribution.

Prochaine conférence le 31 mars 2009 avec Monsieur Jean Ebert, psychiatre, psychanalyste, directeur du Centre Horizons (accompagnement des parents toxicomanes et de leurs enfants) et Madame Elisabeth Fortineau, psychiatre, psychanalyste, présidente de l’association «L’Arbre vert» (soutien psychologique à la parentalité et à la filiation adoptive).

[www.derpap.com](http://www.derpap.com)

### > Nouvel espace vidéos sur notre site !

Cet espace vise, à travers la mise en ligne d’entretiens filmés, à mieux faire connaître des pratiques, des réflexions particulièrement dignes d’intérêt.

Pour le premier entretien, nous nous sommes intéressés au projet du foyer éducatif Les Rochettes situé en Seine-et-Marne.

Les Rochettes est un foyer éducatif pour jeunes filles, de 11 à 18 ans, situé à Dammarie-les-Lys en Seine-et-Marne.  
Sa directrice : Madame Bernadette Morganti.

Son projet pédagogique : quatre grandes orientations dans la prise en charge aux Rochettes :

- Le soin : la psychomotricité, l’âge affectif, le corps, la régression, les thérapies extérieures, l’histoire individuelle.
- L’éducatif : le quotidien, l’âge réel, les règles, les limites.
- L’animation : l’individu, l’âge affectif, le groupe élargi, l’âge réel, l’accès au culturel, les capacités émotionnelles et sensorielles, l’extérieur, les loisirs.
- La scolarité : l’individu, l’âge affectif, le soutien scolaire, les capacités intellectuelles, l’extérieur, l’école, le groupe élargi, l’âge réel, l’apprentissage.

Pendant le placement, l’équipe éducative des Rochettes continue le travail avec les familles des jeunes filles accueillies dans l’établissement afin d’aider, soit leur retour en famille, soit leur orientation dans un lieu de vie ou une famille d’accueil.

Composition de l’équipe éducative : 3 éducateurs, 1 directrice, 4 animateurs, 4 psychomotriciens, 1 chef de service, 1 éducateur scolaire.

-> [voir la vidéo](#)

## > Base de données 2009 “Les structures sanitaires, sociales, éducatives et scolaires”

En plus de l'accès en ligne, la base de données du DERPAD est désormais disponible en téléchargement à partir de notre site.

-> [Pour en savoir plus](#)

## Protection de l'enfance

### > Publication du rapport de l'ONED

Le rapport 2008 de l'Oned, remis à la Secrétaire d'Etat chargée de la Famille, Nadine Morano, présente deux chapitres, le premier donnant un état des lieux de la mise en place des cellules de recueil, de traitement et d'évaluation des informations, le second étant consacré à la mesure et à la croissance nationale du taux de prise en charge en protection de l'enfance.

1) Etat des lieux de la mise en place des cellules de recueil, d'évaluation et de traitement des informations préoccupantes.

Après un rappel du rôle et des objectifs de la cellule, ainsi qu'un état des lieux de sa mise en place dans les départements issu d'échanges sur le terrain et d'une enquête menée au cours du printemps 2008, le rapport présente une série de commentaires et de préconisations.

Il apparaît ainsi que 68 départements ont déjà mis en place un dispositif de recueil des informations préoccupantes, parfois antérieurs à la loi. Le rapport étudie notamment cinq types d'organisation de cellules, de la plus centralisée à la plus déconcentrée, ce dernier modèle pouvant susciter quelques interrogations quant à sa conformité avec l'esprit de la loi. L'enquête indique que, dans 22 départements, un protocole conforme à la loi du 5 mars 2007 est signé avec la Justice ainsi qu'avec d'autres partenaires en protection de l'enfance, qu'un projet est en attente de signature dans 19 autres départements ou en cours de rédaction avec les partenaires dans 31 départements. Ces protocoles sont d'autant plus importants qu'ils participent à une meilleure lisibilité du rôle de la cellule, favorisent l'échange d'informations et de réflexion entre partenaires institutionnels et la mobilisation des acteurs pouvant intervenir en protection de l'enfance.

Le rapport souligne que ces nouveaux dispositifs conduisent les acteurs de la protection de l'enfance et particulièrement les départements, à réorganiser le recueil des informations préoccupantes, à favoriser le partage pluri-institutionnel et pluri-professionnel de la réflexion et à se donner les moyens de regrouper et de suivre le traitement des informations préoccupantes.

2) Amélioration de la connaissance chiffrée de l'enfance en danger

Au 31 décembre 2006, le nombre d'enfants de moins de 18 ans bénéficiant d'au moins une mesure est estimé à 265 913 sur la France entière, soit 1,88% des moins de 18 ans. La proportion des mineurs pris en charge a ainsi augmenté de 4% par comparaison avec la période 2005-2006, alors qu'elle n'avait connu qu'une hausse de 1% au cours de la période 2004-2005. L'Oned souligne que la fragilité de ces chiffres issus de différentes sources ne peut permettre de conclure à une tendance pluriannuelle de l'augmentation. Cette dernière ne pourra être affirmée que si elle perdure au cours des années à venir.

Le rapport est disponible en ligne sur le site de l'Oned.

<http://www.oned.gouv.fr/>

### > Document de réflexion sur la qualité et l'évaluation du service rendu dans le champ de la protection de l'enfance

Dans le cadre des travaux contribuant à l'amélioration de la qualité du service rendu dans le champ social et médico-social, la Direction Générale de l'Action Sociale a souhaité élaborer et diffuser un document de réflexion sur la qualité et son évaluation dans le champ de la protection de l'enfance.

Ce document a été réalisé par un groupe de travail réunissant des représentants de services chargés de missions d'aide sociale à l'enfance, des professionnels du secteur et des chercheurs ; il a été soumis à l'avis d'un comité de lecture.

Il a pour vocation de proposer un cadre de réflexion fondé sur des éléments qualitatifs et consensuels. Il rappelle ainsi l'importance d'évaluer la situation individuelle des enfants, de tenir compte de la singularité de chaque situation ou encore d'assurer à l'enfant une continuité dans sa vie et dans son histoire.

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/>

**> « Les discours du social : de la morale à l'éthique » - Séminaire du Centre Kirikou**

Pour exprimer des idées, pour prendre des décisions, pour partager, pour dire ce que nous pensons nous nous servons de mots, nous parlons. La parole articulée comme un lien social. Qu'est ce qu'un discours ?

Que peut dire la psychanalyse de la morale ? De Aristote à Freud en passant par Hegel le séminaire abordera l'évolution du concept d'éthique. Aujourd'hui dans l'application de la pratique de l'acteur social qu'est ce qui relève de la morale et de l'éthique ? Ces différents points seront abordés au cours de l'année, avec, pour orientation, les séminaires de Lacan.

Séminaire ouvert de 20h30 à 22h

Centre d'animation La Jonquière - 88, rue de la Jonquière - 75017 Paris

Dates : Les mardis 17 mars , 28 avril, 19 mai, 15 septembre et 20 octobre et le jeudi 2 juillet.

Renseignements 01.44.85.95.21

**> Mise en place du premier pacte territorial pour l'insertion**

Il s'agit, selon le Haut Commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté, de la "première application concrète de la loi généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion promulguée le 1er décembre 2008". Le tout premier pacte territorial pour l'insertion a été signé jeudi 22 janvier au Conseil Général de Côte-d'Or par Martin Hirsch et François Sauvadet (Nouveau Centre), président du département.

Cette charte, qui constitue "un levier important pour la généralisation du RSA", assure les services de Martin Hirsch, porte sur la "définition de l'accompagnement des bénéficiaires [du RSA] vers et dans l'emploi à partir de l'offre de services rénovée de Pôle emploi".

Il définit également "les modalités de participation des bénéficiaires du RSA au sein des politiques d'insertion" et "vise la conception d'un contrat unique d'insertion à l'horizon 2010 et la collaboration de tous les acteurs autour de l'offre régionale de formation".

Le pacte va devenir systématique et sera implanté dans chaque département. En Côte-d'Or, il associe l'Etat, le Pôle emploi, le conseil régional de Bourgogne, les caisses d'allocations familiales, la mutualité sociale agricole (MSA) de Bourgogne et des représentants des employeurs, des salariés et des bénéficiaires du RSA.

**> L'ONPES consacre le nouveau numéro de sa Lettre aux droits sociaux**

L'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES) publie sa première lettre de l'année 2009 dont il consacre l'essentiel à la synthèse de la journée d'étude sur les "Droits sociaux", organisée le 16 mai dernier à Tours (Indre-et-Loire).

Ce texte, rédigé par Diane Roman, chercheuse au Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux (Credof), fait le point sur les devoirs individuels exigés en contrepartie de l'attribution de droits sociaux. Cette synthèse sera complétée dans quelques mois par la publication des actes du séminaire dans la Revue de droit sanitaire et social.

La Lettre présente aussi les travaux en cours à l'ONPES : une étude de cadrage sur les effets de la crise économique sur les plus pauvres, commandée à l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) et une étude sur "la santé mentale et les addictions chez les sans-domicile franciliens", menée par l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm) et par le SAMU social de Paris.

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/>

### > Rapport d'activité du CNS

Le Conseil National du sida rend public son rapport d'activité 2006-2007, intitulé "VIH, politique et société". Ce document rassemble les 9 avis et rapports ainsi que les communiqués de presse qu'il a émis entre avril 2006 et juin 2007. Il sera prochainement disponible sur le site [www.cns.sante.fr](http://www.cns.sante.fr), mais il est d'ores et déjà possible d'en commander un exemplaire auprès du conseil.

CNS : 39-43 quai André-Citroën. 01 40 56 68 50

[isabelle.battu@sante.gouv.fr](mailto:isabelle.battu@sante.gouv.fr)

### > Personnel santé-social en Europe

Dans un livre vert récemment rendu public, la Commission Européenne engage un débat sur l'avenir du personnel "santé-social" en Europe, notamment celui des professionnels de la prise en charge de la dépendance confrontés au vieillissement de la population. Objectif de ce document : collecter des avis sur le recrutement, la formation et l'amélioration de la motivation de ces personnels. Les parties intéressées peuvent répondre à la consultation au plus tard jusqu'au 31 mars 2009, de préférence à l'adresse électronique suivante : [SANCO-health-workforce@ec.europa.eu](mailto:SANCO-health-workforce@ec.europa.eu)

<http://ec.europa.eu/health/>

## Famille - parentalité

### > Cycle de conférences à la cité des sciences : L'adolescence

Corps, famille, amitié, amour, sexualité, l'adolescence est l'âge des métamorphoses. Dans nos sociétés contemporaines, l'adolescence se caractérise par une coïncidence entre la maturité sexuelle de l'individu et son immaturité sociale. Cette tension, autrefois résolue par des rites de passage, est pour certains à l'origine de crises et de souffrances.

<http://www.cite-sciences.fr/>

### > Les jeunes ont des attentes en matière de relations entre générations

Une démarche d'évaluation mise en place par la CNAF fait l'objet d'un "quatre pages" intitulé "La contractualisation avec les CAF : quelle contribution à la construction collective d'une politique enfance jeunesse ?". Trois évaluations ont été conduites en 2007 et 2008 : une synthèse des attentes des familles et des jeunes, une enquête auprès d'élus de 300 communes représentatives, huit monographies de territoires diversifiés.

<http://www.ressourcesjeunesse.fr/>

### > Création d'une commission contre les violences intrafamiliales

La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a confié au préfet Philippe De Lagune, secrétaire général du Comité interministériel de prévention de la délinquance, une mission sur les violences intrafamiliales.

Bien que l'ensemble des crimes et délits aient diminué en 2008 en France, les violences non crapuleuses, et notamment les violences intrafamiliales, sont en nette augmentation (+ 6,41%), a annoncé Michèle Alliot-Marie, au cours de la présentation du bilan 2008 de la délinquance. Les violences au sein des familles constituent une véritable préoccupation, a estimé la ministre, qui souhaite mieux connaître, mieux appréhender et mieux combattre ce phénomène.

Elle attend du préfet des suggestions sur les actions à mener, afin de mieux cerner le contenu, si possible les causes, les modalités de ces faits. Un certain nombre d'actions évoquées par la ministre dépendent en majorité de l'Intérieur, mais aussi, a-t-elle souligné, de l'école et des travailleurs sociaux.

### > Un DVD sur la prévention des toxicomanies

Le DVD "Transe Lucide" a nécessité 4 ans de travail et a été réalisé à l'initiative de la Direction départementale de la jeunesse et des sports du Cher.

Cet outil de prévention contient 7 courts métrages sur les problèmes de toxicomanie et de dépendance. Action unique au niveau national, le DVD Transe Lucide a réuni 7 réalisateurs confirmés, un grand nombre de partenaires associatifs et plus d'une centaine de jeunes de 18 à 30 ans.

Le DVD Transe Lucide a été initié et financé dans le Cher, par le plan départemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances dans le cadre d'un partenariat élargi. Le soutien du Conseil général du Cher a permis la mise à disposition gratuite des 7000 DVD pour les structures d'accueil de jeunes de ce département.

Pour recevoir le DVD : <http://www.ddjs-cher.jeunesse-sports.gouv.fr/>

### > Grandir parmi les addictions - Une odyssée de l'Homme, entre extases et solitudes XXXèmes journées nationales de l'ANITeA

Les 11 et 12 juin 2009 à Paris, La Villette

30 ans, 30 journées et autres temps... d'un monde à l'autre, une odyssée de l'homme et des extases !!! L'histoire de l'Homme est intimement liée à la magie chimique. Depuis toujours, il a demandé, à la Nature d'abord, à la Science ensuite de lui fournir les moyens d'atteindre ce qu'il ne pouvait réaliser seul. Tout au long des temps de sa vie, il s'y réfère et y a recours, pour transcender l'instant ou oublier sa condition, accéder à d'autres états de conscience, être en relation avec les autres ou avec les Dieux, repousser les limites de son corps, de sa pensée ou de son intellect, faire face à ses questions.

Se voulant maître de cette relation, l'Homme a aussi peu à peu essayé d'en construire collectivement les cadres et conditions d'un usage maîtrisé, édictant des règles et des lois, accumulant connaissances et expériences. Or, depuis quelques décennies, non seulement le social et le culturel ne contiennent plus cette "appétence" pour la magie chimique, mais ils l'encouragent, la privilégient et en démultiplient les possibilités. Là où le mouvement personnel, subjectif, fut longtemps seul à expliquer l'essentiel de l'excès de toxiques, aujourd'hui, autour de nous, tout incite à l'abus, à l'excès voire à la dépendance.

Au début du XXème siècle, Freud et le "briseur de soucis" proposait sa réponse. Depuis, beaucoup d'écrivains, historiens, philosophes, sociologues, anthropologues, biologistes, neuro-physiologistes ont éclairé cette question de leurs apports. Entre les premières journées de l'ANIT en 1980, alors que s'achevaient les trente glorieuses d'une économie construite sur les ruines de la deuxième guerre mondiale... et ces 30èmes journées de l'ANITeA qui voient le XXIe siècle débiter dans les soubresauts d'une crise économique et les angoisses d'une mondialisation succédant aux espoirs nés de la fin de la guerre froide, l'expérience addictive continue d'être un des miroirs qui nous révèle à nous même. Elle vient mettre en tension nos modèles éducatifs, nos accompagnements et pratiques professionnelles, nos politiques publiques.

<http://www.anitea.fr/>

### > Activité des "consultations jeunes consommateurs" (2005-2007) - Lettre de l'OFDT

Le cannabis est le produit illicite le plus consommé en France, en particulier chez les jeunes, malgré une baisse des niveaux d'usage depuis 2002, après dix années de hausse continue. En 2007, 5% des garçons et 2% des filles déclaraient, à 16 ans, un usage régulier de cannabis. Trois ans après la mise en place des "consultations jeunes consommateurs" (CJC) et après une première enquête, ce travail fait le point sur l'évolution du public accueilli par le dispositif en s'appuyant sur les réponses des professionnels qui ont reçu les consultants dans 226 des 274 CJC recensées en 2007 (soit 82%).

<http://www.ofdt.fr/>

### > Lancement de la charte “Musique et Handicap”

Lancée symboliquement le 11 février 2009, anniversaire de la loi, la Charte Musique et Handicap est le résultat du travail en partenariat de nombreux acteurs impliqués dans la problématique Musique et Handicap.

La Charte est le moyen d’entrer dans le Réseau Musique et Handicap.

Qui peut signer la Charte ?

Outil du réseau Musique et Handicap, cette Charte s’adresse à tous les secteurs oeuvrant pour l’accès des personnes handicapées à la culture et particulièrement à la musique. C’est dans une logique de déontologie commune que peuvent signer les associations représentatives des personnes handicapées mais également les professionnels des secteurs culturel, médico-social, de la santé et de l’éducation.

<http://www.musique-handicap.fr/>

## Législation

### > Nouveau portail destiné aux majeurs protégés

La loi du 5 mars 2007 réformant les tutelles, complétée par des décrets des 5 mars 2007, 30 novembre 2007, 5 décembre 2008 et du 22 décembre 2008, est entrée en vigueur le 1er janvier 2009. Elle tend à mieux protéger les personnes vulnérables ainsi qu’à encadrer l’activité des tuteurs professionnels.

Afin de pouvoir aider les personnes vulnérables, le ministère de la Justice a créé un nouveau site Internet : [www.tutelles.justice.gouv.fr](http://www.tutelles.justice.gouv.fr), présentant la réforme des tutelles et donnant toutes les informations utiles.

<http://www.tutelles.justice.gouv.fr>

### > Création d’une commission chargée de réfléchir sur les conditions d’accès aux concours d’éducateurs de la PJJ

Arrêté du 19 janvier 2009 portant création de la commission prévue par l’article 3 du décret n° 92-344 du 27 mars 1992, chargée de se prononcer, d’une part, sur la reconnaissance de l’expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres et de diplômes requises pour se présenter au concours externe sur épreuves d’éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse au titre de l’année 2009 et, d’autre part, sur l’équivalence des diplômes requise pour se présenter au concours d’éducateurs sur titres de la Protection Judiciaire de la Jeunesse au titre de l’année 2009

<http://www.derpapad.com/>

### > Rapport d’information déposé par la Commission des lois constitutionnelles (...) sur la mise en application de la loi n° 2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

Le présent rapport dresse un bilan des textes qui ont été pris en application de la loi du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs. Il présente également un bilan des 16 premiers mois d’application de la loi, analysant la validité du dispositif, notamment la préservation de la liberté des juges d’individualiser les peines en fonction des circonstances et les effets induits tant sur la récidive que sur la population carcérale.

<http://www.assemblee-nationale.fr/>

### > La transmission des informations sur les mineurs en danger à l’Observatoire de l’Enfance en Danger

Un décret du 19 décembre 2008 vient préciser les modalités de transmission, par les conseils généraux aux observatoires départementaux de la prévention de l’enfance et à l’Observatoire National de l’Enfance en Danger, d’informations concernant les enfants en danger.

Il s’agit d’informations anonymes, destinées à des analyses dont les résultats sont en retour adressés aux départements et au gouvernement.

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

Chaque résumé est issu de la quatrième de couverture proposée par l'éditeur.

### > Photographie et lien social

Issu d'un séminaire tenu lors des Rencontres de la photographie d'Arles en 2005, ce livre s'appuie sur les réflexions menées par le philosophe Alain Kerlan, des photographes et des associations, à partir d'expériences réalisées dans le monde entier. Par la culture du photographe, la pose du modèle, l'attente des publics, l'implication sociale de la photographie suscite un nouveau dialogue des communautés et transfigure les relations à l'environnement. Alain Kerlan nous livre un essai où histoire de la photographie, philosophie de l'image, sociologie et pédagogie se côtoient pour explorer la photographie comme lien social.

Alain Kerlan, CNDP, 2008, 87 pages - 12 euros

<http://www.passeursdeculture.fr/>

### > Passeurs d'humanité

Cet ouvrage a été constitué à l'initiative d'un éducateur aux prises avec une crise culturelle, une crise de l'autorité : comme l'artisan qui se forme au côté d'un maître, le compagnon qui explore les régions pour en tirer un savoir-faire d'exception, il a sollicité des personnes qui sont devenues des figures d'autorité dans le champ social pour qu'elles évoquent très librement leurs souvenirs, leurs expériences, certains de ces moments qui les ont faites ce qu'elles sont.

L'ouvrage n'est pas seulement un hommage rendu à quelques hommes et femmes, il est ancré dans un questionnement actuel. Quelle place pour la parole de nos prédécesseurs ? Quelle place pour notre parole ? Quelle parole pour demain ? Dans un contexte social aux prises avec une modernité individualiste, pouvons-nous cheminer vers un langage commun, vers un souci de partage et de transmission, remettant au centre de nos préoccupations le collectif et l'éducation - dans son sens premier visant à conduire hors de ? Et de ces pratiques passées, et plus récentes, de nos expériences communes, pouvons-nous tirer quelque enseignement et retisser de ce lien qui nous unit ?

184 pages - 23 euros

<http://www.editions-eres.com/>

### > Réhabilitations - Numéro de Novembre de Pratiques en santé mentale

Deux numéros de la revue Pratiques en santé mentale s'intéressent au champ de la réhabilitation psychosociale, une approche qui met l'accent sur l'intégrité et les forces de l'individu plutôt que sur sa maladie, à travers la réadaptation au travail, le logement, les loisirs sociaux, l'éducation et l'adaptation personnelle. La réhabilitation doit-elle être entendue comme une action qui concerne les soignants ou comme une démarche sociale qui doit se pratiquer dans le champ médico-social ? Des acteurs impliqués et dont les conceptions diffèrent, voire s'opposent, prennent la parole dans ce premier tome.

<http://www.croixmarine.com/>

Numéro de novembre 2008 - 12 euros

### > Des psychologues sur le front de l'insertion. Souci clinique et question sociale

Dès le lendemain du vote de 1988 instaurant le RMI, l'émergence d'un souci clinique dans le champ de l'insertion a rapidement donné lieu à des pratiques concrètes faisant une place à ce qui était jusqu'alors méconnu ou dénié : la vie psychique comme composante ordinaire de l'insertion. Au moment où se met en place le RSA, les questions posées sur le terrain demeurent celles des pannes d'insertion récurrentes de certains bénéficiaires et celles de leur accompagnement par les professionnels de l'insertion.

Cet ouvrage présente une enquête documentée sur les psychologues qui interviennent au front des dispositifs d'insertion. Qui sont-ils ? Que font-ils ? Sont-ils des consultants, des « psychistes », des orientateurs, des médiateurs, ou encore et toujours des thérapeutes ? Au-delà de l'extrême diversité des profils de poste, ils tentent tous de s'affranchir des catégories construites en opposition dans l'histoire des politiques sociales : soin/santé, psychique/social, individu/société. Ils s'affranchissent tout autant des frontières institutionnelles et sectorielles. Du coup, leur arrivée dans le champ de l'insertion est l'indice de la prolifération d'une forme d'action publique qui préfère l'horizontalité des dispositifs à la verticalité des institutions. Ainsi, l'insertion (dispositifs, professionnalités, acteurs, pratiques, catégories) apparaît comme un champ social hautement sensible où les débats entre politique de solidarité et politique de reconnaissance incarnent des enjeux politiques concrets et décisifs pour tout l'ensemble social.

Docteur en sociologie, Christian Laval est chercheur associé au laboratoire Modys (Lyon/Saint-Etienne). Il est directeur adjoint de l'Observatoire national des pratiques en Santé mentale/ Précarité (ORSPERE).

Editions Erès - 15 euros

<http://www.editions-eres.com/>

## > Parentalités et filiations adoptives - Numéro 28 des carnets de Parentel

Au sommaire de ce numéro :

- Adopter, Élisabeth Castel, psychologue, Parentel
- De la parentalité adoptive à la parentalité, Élisabeth Castel, psychologue, Parentel
- Le père n'est-il pas toujours adoptant, Daniel Coum, psychologue, Parentel
- Témoignage, Armelle Normant, présidente de l'association Les Bolomigs
- L'adoption, principe même de la parentalité, J.-C. Quentel, psychologue, Pr. en Sciences Humaines, Rennes
- Les intempéries adolescentes dans la filiation adoptive, Sophie Marinopoulos, psychologue et psychanalyste, CHU.
- Les origines : questions de parents, questions d'enfants, Fanny Cohen Herlem, pédopsychiatre, Paris
- Entre abandon et adoption : la difficile question de l'accès aux origines, Marie-Christine Le Boursicot, magistrate, Rouen
- Le lieu d'accueil Parents-Enfants de l'Arbre Vert, Armelle GALIN et Camille Manach-Masson, psychologues cliniciennes, accueillantes à l'Arbre Vert, Paris
- Le Conseil national d'accès aux origines personnelles : bilan après 3 ans de fonctionnement, Marie-Christine Le Boursicot, magistrate, Rouen

<http://www.parentel.org/>

## > Sociologie du lycée professionnel. L'expérience des élèves et des enseignants dans une institution en mutation

Ils sont plus de 700 000 élèves et près de 62 000 enseignants à le fréquenter et pourtant le lycée professionnel demeure mal connu du grand public et peu étudié par les chercheurs en sciences sociales, souffrant sans doute d'une mauvaise réputation et d'une image négative. Or l'enseignement professionnel est un poste d'observation remarquable pour le sociologue attentif aux mutations contemporaines (recomposition de la classe ouvrière, tertiarisation des emplois, accroissement du chômage massif dans les milieux populaires).

Déstabilisé dans son identité classiquement ouvrière, rattrapé par des dysfonctionnements divers (ethnisation, absentéisme, faiblesse du travail collectif au sein des équipes pédagogiques...), le lycée professionnel s'est vu confier une mission délicate : être à la fois une école de la « deuxième chance » et un « lycée des métiers » en phase avec le marché du travail - symbole paradoxal d'un système scolaire qui crée partiellement l'échec tout en inventant des structures censées y remédier.

Les interrogations abordées de front dans ce livre posent pour le moins la question de l'avenir d'une institution scolaire méconnue.

336 pages, 28 euros

<http://w3.pum.univ-tlse2.fr/>

## > Les fondements de l'éducation spécialisée

Pourquoi les conceptions de l'éducation spécialisée semblent-elles statiques ? Pourquoi ses méthodes n'évoluent-elles pas ? Pourquoi le modèle qui sert de base aux institutions médico-sociales ne se renouvelle-t-il pas ?

Autant de questions qui parcourent le champ des inadaptations et des handicaps. Ces questions se retrouvent avec une forte connotation affective dans le secteur médico-social, tout particulièrement lorsqu'il s'agit des problématiques liées à la maladie mentale ou à la déficience intellectuelle. Cet ouvrage propose au lecteur un examen des concepts qui ont peu à peu constitué et stratifié les réponses institutionnelles et des pratiques professionnelles de ce qu'il est convenu d'appeler l'éducation spécialisée.

<http://www.hachette.com>

## > Enfants maltraités. Les chiffres et leur base juridique en France

Dans son rapport mondial sur la violence et la santé de 2002, l'OMS indiquait que les très jeunes enfants étaient les plus exposés au risque d'homicide. La France n'échappe pas à cette douloureuse règle statistique : c'est avant l'âge d'un an que le taux d'homicides est le plus élevé par rapport à tous les âges de la vie. Le problème de la maltraitance est régulièrement évoqué, dans notre pays, comme prioritaire, sans qu'on dispose pour autant de données épidémiologiques fiables. En revanche, le sujet est très fortement médiatisé mais, derrière cet étalage de faits divers, les lacunes dans la connaissance scientifique sont immenses. Face à ce constat, cet ouvrage a un triple objectif :

- 1) analyser le cadre juridique et institutionnel du recueil d'information sur les enfants maltraités,
- 2) faire le bilan des connaissances statistiques et épidémiologiques, en soulignant les problèmes de fiabilité des données et en réalisant une synthèse, suivie de recommandations,
- 3) proposer un outil aux professionnels de la petite enfance, leur apportant des chiffres propres à étayer et évaluer leurs actions, les principaux textes de lois et un annuaire des informations accessibles sur Internet.

Cet ouvrage apporte des éléments très novateurs en France et combat des idées reçues, notamment le présupposé d'un lien obligé entre maltraitance et précarité. Seul en France à faire le bilan de l'ensemble des connaissances sur la magnitude du problème de la maltraitance, il est aussi un outil d'enseignement. Il s'adresse aux Professionnels de

la petite enfance, de l'éducation, du social, du sanitaire, du judiciaire, des administrations et services déconcentrés de l'état, des collectivités territoriales et du système de santé. Associations luttant pour la protection de l'enfance. Organismes de formations médico-sociales. Chercheurs et enseignants en santé publique. Sociologues de la famille et de l'adolescent.

Anne Tursz, Pascale Gerbouin-Rerolle

220 pages

<http://www.inserm.fr/>

### > Travail social, le défi du plaisir

Que les assistantes sociales osent parler du plaisir qu'elles éprouvent au travail, sous-entend déjà qu'il y en a à trouver et à prendre dans ce métier... mais peut paraître choquant. Elles offrent une image positive qui va favoriser leur relation à l'autre et le traitement de problématiques parfois complexes. Dans le contexte actuel de l'exercice de leur métier, qu'est-ce qui permet aux assistantes sociales de trouver du plaisir dans leur travail ?

L'Harmattan, 15 euros

<http://harmattan.fr/>

### > L'insertion des jeunes - Numéro des Alternatives Economiques

L'insertion des jeunes dans la vie active, niveau d'études par niveau d'études et spécialité par spécialité ; les métiers vers lesquels ils se sont dirigés ; les débouchés des différentes formations ; les diplômes qui permettent d'accéder à chaque profession... Après « L'état de l'emploi », publié l'an passé, Alternatives Economiques vous propose, toujours en partenariat avec l'Onisep et avec le soutien de l'Agefa-PME, ce nouveau guide consacré aux conditions d'entrée des jeunes dans la vie active. Il fournit aux acteurs de l'orientation, aux enseignants, aux parents et aux jeunes en formation un outil aisé à manier, qui rassemble des informations particulièrement pertinentes dans la période actuelle de changements accélérés.

<http://www.alternatives-economiques.fr/>

### > Politiques de la relation. Approche sociologique des métiers et activités professionnelles relationnelles

Pourquoi les métiers relationnels se développent-ils fortement dans notre société, qu'il s'agisse des métiers du travail sur autrui ou des professions de service ? Pourquoi les compétences relationnelles sont-elles exigées des salariés dans de très nombreux emplois ? Qu'est ce que le travail de relation ? Comment comprendre les transformations qui l'affectent aujourd'hui ? Voici les questions auxquelles tente de répondre cet ouvrage.

Il revisite la littérature sociologique, s'appuie sur les enquêtes personnelles de l'auteur et offre de nombreux exemples empiriques empruntés aux professions de service, aux métiers de l'éducation et de la formation, de la santé et de la santé mentale. Il propose des catégories et méthodologies permettant d'analyser les métiers relationnels : modes de professionnalisation, cadres sociaux des pratiques, construction de l'expérience, des savoirs et des compétences... L'auteur explore les formes et les causes des transformations actuelles du travail de relation, notamment le développement du management moderne, le changement de statut des usagers, le développement des nouvelles technologies et les mythes de la rationalité. Elle montre le développement d'une politique de la relation de plus en plus pensable sous les catégories de l'intervention et de l'ingérence et la réfère à des mutations sociétales.

<http://www.septentrion.com/f>

374 pages, 24 euros

### > Les nouvelles jeunesses - Problèmes économiques et sociaux n° 955 (décembre 2008)

Nombre de transformations permettent aujourd'hui de parler de « nouvelles jeunesses ». Tout d'abord, parce que cette séquence de la vie s'est beaucoup allongée : la fin des études ne sanctionne plus l'entrée dans une vie professionnelle stabilisée ; la prise d'indépendance à l'égard de la cellule familiale est assortie d'un engagement plus tardif dans les responsabilités familiales. À ces caractéristiques s'ajoutent la montée des cultures juvéniles, l'individualisation des valeurs, le désengagement vis-à-vis des structures collectives, l'impact des incertitudes ou les nouvelles prises de risque...

Les analyses présentées dans ce dossier dressent un panorama de toutes les évolutions ou les difficultés que connaissent les jeunes, notamment en matière d'emploi. Elles permettent également, à travers une approche comparative, de mesurer les spécificités propres aux différents pays, qu'ils soient européens ou nord-américains.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/>

### > Handicap et périnatalité. Etat des lieux

Un enfant va naître, un enfant est né. Il est dit-on handicapé, ou porteur d'un handicap, en situation de handicap. Qu'est-ce qu'un handicap ? Que signifie donc ce terme avec lui, qui établit chez chacun, parent ou professionnel, tant de représentations et d'affects lourds de violence et d'angoisses ? Comment les prises en charge des enfants qui en sont atteints ont-elles évolué, notamment avec les lois de 1975, de 2005 ? En quoi répondent-elles aux besoins et aux attentes des enfants et de leurs familles ? Comment annonce-t-on aujourd'hui aux parents cette réalité qui sera la leur et celle de leur enfant ? Comment ne pas réduire l'enfant à son handicap ? Comment soutenir et accompagner ces enfants, leurs parents, leurs soignants ? Cet ouvrage n'élude rien de ces questions : écrit par des médecins, des psychiatres, psychologues, psychanalystes, il témoigne de leur clinique du quotidien et de leurs élaborations soutenues depuis de longues années dans ce champ du handicap.

Pierre Delion, Sylvain Missonnier, Nathalie Presme

160 pages, 10 euros

<http://www.edition-eres.com/>

### > Jeux de loi. Ethique et pratiques d'un service d'investigation et d'orientation éducative (IOE)

Dans le cadre de la protection judiciaire d'un mineur pressenti en danger, le magistrat missionne le service d'investigation et d'orientation éducative pour obtenir les informations nécessaires à sa décision : étude de la personnalité du mineur en lien avec son environnement élargi, vérification de la notion de danger et de la capacité des parents à porter attention aux difficultés de leur enfant, suggestion quant aux programmes d'actions envisageables.

« Chaque situation appréhendée est un puzzle dont il importe de rassembler le maximum de pièces pour tâcher d'en comprendre quelque chose... L'exercice simultané d'une vingtaine de situations met le travailleur social en demeure de passer, dans la même journée ordinaire, d'une cité HLM délabrée à une résidence pimpante, d'une histoire d'abus sexuels à une histoire de phobie scolaire, d'une démarche de placement auprès d'un établissement situé hors département à une rencontre avec l'un des deux parents résidant à l'autre bout de la ville, d'une réunion de synthèse avec nos partenaires sociaux au déjeuner avec un ado en apprentissage... », explique l'auteur.

Cet ouvrage est à la fois un témoignage personnel et un hommage rendu à cette mission bien spécifique ordonnée par le juge des enfants. Les réalités éthiques et pratiques de son exercice sont décrites avec sensibilité à travers la multitude des rencontres, tâches, rapports, évaluations qui en constituent le quotidien. L'auteur montre qu'entre jeu de l'oie et jeux de lois, l'intervention éducative judiciaire mobilise l'ouïe, l'intuition, l'entendement dans un parcours initiatique des choses de la vie. Elle met en lumière le travail de l'ombre assuré au jour le jour par les éducateurs auprès de ceux dont on dit « qu'ils ne sont pas sortis de l'auberge » à force, bon gré mal gré, de passer leur tour.

<http://www.edition-eres.com/>

### > A quoi servent les professionnels de l'insertion ?

Cet ouvrage concerne l'intervention sociale en charge de dispositifs d'insertion. L'ambition est d'identifier les représentations du métier, de mettre à jour les pratiques des intervenants. Quelles identités professionnelles projettent-ils ? Pouvons-nous observer une reformulation du rapport avec les usagers, vers des modes de collaboration moins asymétriques ?

L'Harmattan, 24.5 euros

<http://www.editions-harmattan.fr/>

### > Guide (très) pratique de l'Aide Sociale à l'Enfance

La loi Bas du 5 mars 2007, en réformant la protection de l'enfance, a posé le principe de la subsidiarité des interventions de l'autorité judiciaire. Le département est aujourd'hui plus que jamais le chef de file de la protection de l'enfance.

Titulaires d'un monopole en matière de prévention et de protection administrative des mineurs, les départements sont aussi largement impliqués dans leur protection judiciaire, notamment à travers la mise en œuvre des mesures prescrites par le juge. A ce titre, les missions du service de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ont été renforcées.

Dans ce contexte, une législation précise, et parfois complexe, encadre les interventions des professionnels de l'enfance. Ce guide pragmatique traite des principales thématiques de l'ASE et des notions utiles à la compréhension de son environnement juridique. Il vise à permettre à tous les acteurs sociaux et intervenants en protection de l'enfance d'inscrire leurs pratiques dans le strict respect des dispositions légales.

Un recueil d'informations importantes sur le fonctionnement et l'activité de ce service, qui aborde aussi les questions relatives au droit de la famille.

<http://www.librairie-liaisons.com/>

## > Guide des ESAT et EA

Ce guide est publié par le GESAT (réseau national du travail protégé et adapté). Conçu comme un outil pratique, il vise à favoriser le rapprochement entre les entreprises et le secteur protégé. Il comprend un guide national qui rappelle les engagements du législateur, les valeurs des ESAT et des EA, des témoignages d'entreprises et un lexique, auxquels s'ajoutent des annuaires régionaux répertoriant les entreprises du secteur protégé par territoire.

<http://www.reseau-gesat.com/>

## Agenda

### > Conférence - Les dispositifs d'éducation prioritaire en Europe : évolutions, fonctionnements, débats

**11 Mars 2009, Bibliothèque Denis Diderot 5, parvis René Descartes, Lyon**

Le centre Alain Savary de l'INRP a coordonné une étude comparative sur l'équivalent des dispositifs et politiques d'éducation prioritaire (PEP) dans huit pays européens : Angleterre, Belgique, France, Grèce, Portugal, République tchèque, Roumanie, Suède. Cette étude met l'accent sur les évolutions qui ont affecté ces politiques scolaires depuis leurs premières formulations comme « politiques de compensation » à la fin des années 1960.

Organisé par : INRP

Email : [bibliotheque@inrp.fr](mailto:bibliotheque@inrp.fr)

<http://www.inrp.fr/>

### > Handicap : mythologies, représentations et pratiques Enjeux philosophiques, anthropologiques et psychanalytiques

**11 Mars 2009, Hôtel Mercure Océanide, quai Louis Prunier, La Rochelle**

Malgré l'évolution incontestable des mentalités se traduisant par des avancées aussi bien en ce qui concerne les nouvelles lois que les dispositifs de prise en charge, le handicap est un champ continuant à susciter le rejet, ou pire l'indifférence. Nulle part ailleurs il n'y a un tel décalage entre les discours officiels incluant et bien intentionnés et la réalité des pratiques souvent excluantes. Cette journée se propose d'étudier les raisons profondes de ce rejet, en allant les rechercher du côté des représentations inconscientes individuelles, collectives et mythologiques mobilisées par le handicap, puis d'en montrer les conséquences sur les pratiques. Cette démarche, qui s'appuie sur les idées fondatrices de Georges Devereux postulant une étroite correspondance entre les comportements culturels et les pulsions, désirs et fantasmes individuels et de Georges Canguilhem soutenant que les formes considérées comme anormales de la vie sont d'autres modalités du vivant, nécessite des approches pluridisciplinaires afin de dégager les enjeux philosophiques, anthropologiques et psychanalytiques d'un domaine qui risque toujours de susciter une sidération qui bloque la pensée

Email : [himeros@wanadoo.fr](mailto:himeros@wanadoo.fr)

<http://data.oedipe.org/>

### > Les évolutions de la justice pénale des mineurs en Europe : Du modèle Welfare au modèle néo-libéral

**Jeudi 12 mars 2009, Maison fraternelle, Paris**

Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une remise en cause des politiques de prévention et du fonctionnement de la justice des mineurs sous régime du Welfare dans la plupart des pays européens. En contrepoint, on peut se demander qu'elle est l'influence exercée aujourd'hui par l'idéologie néo-libérale sur la production législative et le fonctionnement de la justice des mineurs.

Si l'hypothèse d'une mutation brutale doit être nuancée, notamment au regard de l'histoire particulière de chacun des pays, la justice des mineurs n'en semble pas moins marquée par des changements importants : dans la majorité des pays, on assiste ainsi à un regain de punitivité et à une accumulation des dispositifs de contrôle ou d'intervention, mais aussi à une superposition et un entrecroisement des logiques d'action.

Organisé par : ACAT

Tel : 06 79 19 34 21

email : [acatparis5@voila.fr](mailto:acatparis5@voila.fr)

<http://acatparis5.free.fr/>

## > “Demain... les IME, IEM, IEAP” : Contexte et contraintes : facteur d’imagination 12 et 13 Mars 2009, Angers

Journées internationales de formation des personnels des IME, IEM et IEAP.

2009 sera sans aucun doute une nouvelle année, non seulement de réformes mais aussi de nouveaux changements concernant les organisations inscrites dans le cadre des politiques publiques.

On peut déjà nommer la poursuite des travaux engagés par la révision générale des politiques publiques, le projet de loi “hôpital, patient, santé, territoire” avec, entre autres, la création des agences régionales de santé, les priorités que l’ANESM s’est donné pour 2009 faisant suite aux recommandations déjà publiées en 2008, la mise en oeuvre effective au 1er janvier 2009 de la nouvelle loi relative à la protection juridique des majeurs, ...

C’est dans ce contexte et dans la mise en perspective de toutes ces évolutions que se tiendront pour la 4ème année consécutive les journées interrégionales de formation des professionnels, sans pour autant négliger ce qui est au coeur de leurs missions.

En effet, la mise en oeuvre de la loi 2005-102 relative à l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées est devenue une réalité dans les établissements et s’inscrit dans une dynamique de changement au niveau de la prise en compte des enfants, adolescents et jeunes adultes handicapés dans notre société.

Ces journées interrégionales Bretagne / Pays de la Loire de formation sont l’occasion d’imaginer quelle pourrait être la reconfiguration de l’accompagnement pour l’ensemble des professionnels :

- des Instituts Médico-Educatifs (IME)
- des Instituts d’Education Motrice (IEM)
- et des Instituts pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés (IEAP)

Organisé par : CREA I Pays-de-Loire et CREA I Bretagne

Email : [info@creai-nantes.asso.fr](mailto:info@creai-nantes.asso.fr)

<http://www.creai-nantes.asso.fr/>

## > Sortir du face-à-face famille/école dans un contexte de configuration des politiques éducatives

### 12 et 13 Mars 2009, Marly-le-Roi

Comment sortir du face-à-face famille/école dans un contexte de reconfiguration des politiques éducatives ? C’est la question qui sera posée au cours d’un colloque organisé à Marly-le-Roi, du 12 au 13 mars 2009, par l’Injep, l’Association de la fondation étudiant pour la ville (Afev), l’Agence nationale de lutte contre l’illettrisme (ANLCI) et la Fédération Nationale de l’Ecole des Parents et des Educateurs (Fnepe).

Ces quatre partenaires ont en effet souhaité réfléchir aux liens complexes qu’entretiennent la famille et l’école, aux nouvelles alliances éducatives qui se nouent entre personnels de l’Education Nationale, parents et acteurs associatifs, tous impliqués à des degrés divers dans les politiques éducatives en pleine recomposition. Il s’agira, pour faire court, de réfléchir à la nouvelle donne éducative, d’analyser les actions d’accompagnement des familles et de l’école et de préciser comment, désormais, les familles, l’école et les associations peuvent agir ensemble.

Historiquement, l’école a gardé ses distances vis-à-vis des familles, jugées peu instruites, inféodées à leurs traditions ou à leurs croyances, prisonnières des contraintes matérielles ou de leurs intérêts privés. La famille et l’école étaient l’une et l’autre des institutions aux frontières et aux compétences bien identifiées.

Aujourd’hui, la famille a perdu sa belle ordonnance juridique et religieuse pour acquérir des formes multiples et changeantes. Quant à l’école, elle est confrontée à des inégalités sociales et culturelles, des disparités territoriales, qui semblent remettre en cause sa mission citoyenne et son efficacité éducative. Or, les réformes législatives de ces dernières années changent les relations entre les parents et l’Éducation nationale au nom de l’intérêt de l’enfant. L’implication des parents et leur place dans les dispositifs éducatifs sont inscrites dans tous les textes récents sur la protection de l’enfant, sur l’école et le collège, voire sur la prévention de la délinquance. Cette implication s’organise autour de deux grands thèmes : la responsabilisation et l’accompagnement. La tendance étant à expliquer les échecs et le décrochage scolaires en terme de culpabilité des parents, avec sanctions à l’appui. La question se pose, toutefois, de savoir quels sont les objectifs et les moyens de ces réformes. Conduisent-elles à de nouvelles alliances éducatives, comment et avec quels acteurs, quels dispositifs ?

Il ne s’agit plus d’analyser le face-à-face famille/école, mais plutôt de considérer, dans un contexte de bouleversements induits par la mise en place du dispositif ministériel d’accompagnement éducatif, l’action de l’ensemble des intervenants qui participent au processus éducatif : mouvements d’éducation populaire, collectivités, parents.... C’est en prenant en compte la complexité des facteurs psychologiques, sociaux, culturels que se construisent des partenariats favorisant la co-éducation et la continuité éducative au profit du développement de l’enfant bien au-delà de l’élève, mais aussi de son épanouissement en tant qu’élève. Un ensemble contrasté d’expériences servira d’exemple à une réflexion commune sur les relations à construire entre la famille et l’école

Organisé par : INJEP, AFEV, ANLCI et FNEPE

Email : [schipani@injep.fr](mailto:schipani@injep.fr)

<http://www.injep.fr/>

## > Addictions : pathologie de la modernité

**13 et 14 Mars 2009, Association Notre Dame des Champs, Paris**

La condition « post-moderne » s'argumente du constat que les grands récits d'émancipation, qui ont nourri le positivisme et la notion de progrès, s'effondrent. Emerge une position qui privilégie le présent au futur, le vécu de l'événement à l'élaboration de son sens.

Les nouvelles technologies participent à la redéfinition de la subjectivité : remodelage de son rapport au temps, à l'espace, à son corps même... Elles isolent les acteurs en même temps qu'elles permettent la création de réseaux d'un nouveau type, un collectif mouvant en émergence qui réaménage et redéfinit la notion de solidarité.

Nous voyons ainsi se développer dans un même temps :

- une promotion des conduites addictives dans un spectre large de consommations : usage d'écrans et expériences virtuelles, conduites alimentaires anorexiques, promotion de l'agir (réactivité, vitesse) avec son corollaire de dévaluation du temps de la pensée et de son expression, jeux d'argent...

- et leur promotion / leur dénonciation, avec visée de « prévention » dans un registre normatif peu productif.

C'est un paradoxe : le discours officiel promeut les conduites addictives - la publicité en est un canal très actif

- en même temps qu'il stigmatise ceux qui sont du côté de la démesure : surendettement, dépendances aux jeux, aux produits psychotropes, obésité, bascule massive dans des mondes virtuels. L'environnement politique et social se modélise sur le principe du choix addictif : intolérance à la frustration, tyrannie des affects, immédiateté, accélération des rythmes et prévalence de la sensation, dévaluation de l'élaboration subjective, indifférence aux objets qui demandent pour les obtenir distanciation, discours, implication, temps..., désir du changement au delà de ce qu'il vise - ce qui conduit paradoxalement le sujet à rester indéfiniment dans ce temps même du changement !

L'économie industrielle et financière est en voie de capter l'économie libidinale des sujets. Les espaces virtuels tiennent un rôle dans ce processus de captation. L'adolescence aussi, qui reçoit et transforme les injonctions paradoxales, les nouveaux objets sans mode d'emploi, les sollicitations diverses qui permettent des échappées vers d'autres modalités relationnelles...

Parallèlement, la standardisation des soins, y compris le soin psychothérapeutique, conduit à l'identification de repères très normés pour une conduite socialement acceptable.

Organisé par : IREMA

Tel : 01 42 40 68 00

## > 50 ans de protection de l'enfance : origines, enjeux et perspectives

**17 et 18 Mars 2009, Cité Internationale, Lyon**

Le 50ème anniversaire de l'ordonnance du 23 Décembre 1958 et des décrets des 7 janvier 1959 et 21 septembre 1959 relatifs à la protection sociale de l'enfance et de l'adolescence en danger, représente une occasion d'étudier, dans une perspective historique, ce que sont devenues ces conceptions et ambitions fixées par ce cadre juridique.

Inscription : en ligne par formulaire

organisé par : ARFRIPS

email : [colloque@arfrips.fr](mailto:colloque@arfrips.fr)

<http://www.arfrips.fr>

## >Regards

**20 mars 2009, Espace Reuilly, Paris**

C'est dans les premiers échanges de regards que se constituent les bases de l'identité et du narcissisme de l'enfant.

Le regard est aussi le véhicule des affects, un instrument de communication.

C'est notamment par le regard, sous-tendu par la curiosité, la pulsion scopique, que l'enfant appréhende et découvre le monde.

Les enfants, les adolescents eux-mêmes portent un regard sur leurs pairs et s'évaluent mutuellement dans des échanges. Mais qu'en est-il des professionnels et de leur regard sur l'enfance et l'adolescence ? Est-ce que notre bienveillance évolue avec les représentations mouvantes que nous en avons ? Notre expérience peut-elle être utile ou un frein pour appréhender des pathologies nouvelles et tenter de décaler notre regard devant chaque situation clinique inédite ?

Organisé par : Enfances et Psy

Tel : 09 71 57 99 94 - Fax : 01 45 66 82 87

email : [colloques@enfancesetpsy.net](mailto:colloques@enfancesetpsy.net)

## > Handicaps d'origine psychique

### 19 Mars 2009, Palais des congrès, Versailles

Dans la lignée des Rencontres scientifiques "Évaluer pour accompagner" du 12 février 2009, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie organise le 19 mars 2009 au Palais des congrès de Versailles un colloque sur l'évaluation des situations de handicap d'origine psychique.

Cette journée s'inscrit dans un contexte de profonds changements, qui concernent à la fois la place croissante des usagers et des familles, la collaboration entre les professionnels des champs sanitaire et médico-social et les réorganisations institutionnelles majeures en cours.

Elle vise à susciter une réflexion sur la question de l'évaluation des besoins des personnes, entre les différents acteurs intervenant dans les situations de handicap d'origine psychique, et à favoriser des pratiques partenariales au sein des différents territoires, notamment entre l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH et les équipes des secteurs psychiatriques.

Les résultats d'une expérimentation nationale, basés sur l'étude de 120 cas réels d'enfants et d'adultes dans 15 départements, seront présentés comme support des travaux de cette journée. Ils seront ponctués des remarques et analyses de professionnels y ayant directement contribué.

L'ensemble de cette démarche a pour objectif d'améliorer à terme les processus d'évaluation globale et dynamique, au service des usagers et de leur entourage familial et avec leur pleine participation.

Ont été associés à l'expérimentation nationale et à la préparation de ce colloque l'UNAFAM, la FNAPSY, les services des ministères chargés de la santé et de la solidarité, la Mission Nationale d'appui en santé mentale et des représentants des professionnels du champ de la santé mentale et du médico-social, enfants et adultes.

Organisé par : CNSA et le CEDIAS

<http://www.handpsy-cnsa.fr/>

## < Reconnaître l'utilité sociale du travail protégé

### 23 et 24 mars 2009, Espace Reuilly, Paris

Rencontres nationales des directeurs et cadres d'établissements et services d'aide par le travail

Organisé par : Andicat

Email : [andicat@wanadoo.fr](mailto:andicat@wanadoo.fr)

<http://www.andicat.org>

## > Réforme de la protection de l'enfance : Adapter, diversifier, articuler

### 24 et 25 Mars 2009, Tour Descartes, Courbevoie

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance enrichit la palette des actions en direction de l'enfant et de sa famille au titre de la prévention, de la protection administrative et de la protection judiciaire. Elle permet ainsi des actions graduées et modulées dans le temps pour les ajuster aux besoins de l'enfant, à l'évolution de sa situation et du contexte familial, en veillant à lui assurer continuité et cohérence.

Les associations vont donc devoir adapter leur mode d'organisation dans leurs rapports avec les partenaires institutionnels et dans le fonctionnement de leurs services. Les professionnels devront également adapter leurs pratiques actuelles à ces changements. Comment anticiper cette évolution ? Quelles conséquences sur leur travail au quotidien ?

Pour les aider à évoluer vers ces nouvelles organisations et pratiques professionnelles et après l'éclairage des dispositions de la loi, la session 2008 des journées nationales de l'UNASEA propose une approche spécifique sur les niveaux politique, partenarial, organisationnel et pratique qu'engendre le nouveau champ d'action de la protection de l'enfance.

Organisé par : UNASEA

Tel : 01 55 83 50 60

Email : [direction@unasea.org](mailto:direction@unasea.org)

<http://www.reforme-enfance.fr/>

## > Respect des droits de l'enfant et pratiques éducatives en Europe

### 26 et 27 mars 2009, Lille

A l'occasion des 20 ans de la Convention Internationale des Droits de l'enfant, ce colloque propose avec de nombreux professionnels de l'enfance de pays européens (Roumanie, Suède, Allemagne, Espagne, Belgique...) de réfléchir aux conditions d'accueil et d'accompagnement de la diversité, aux pratiques éducatives qui mettent au coeur de l'attention les droits de l'enfant.

Organisé par : CRFPE

Email : [colloque2009@crfpe.fr](mailto:colloque2009@crfpe.fr)

<http://www.crfpe.fr>

## > Familles et adolescents, de la chrysalide au papillon. Comprendre et intervenir en tenant en compte des dynamiques familiales et des systèmes institutionnels

2 et 3 Avril 2009, Saint-Malo

Les métamorphoses de l'adolescence entre l'enfance et l'âge adulte n'ont pas toutes la tranquillité de la chrysalide. Les adolescences, objets du Congrès, sont multiples : des plus paisibles aux plus tumultueuses. La puissante réorganisation psychique de cet âge est à mettre en dialectique avec la réorganisation des relations avec l'entourage. L'ambivalence par rapport à la distance relationnelle, la remise en cause des hiérarchies, la redéfinition des frontières, l'irruption de l'agir, le passage à l'acte... semblent caractéristiques des manifestations de l'adolescence.

Les adultes : parents, enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, thérapeutes sont questionnés par ces «agir», sollicités par les effets de ces métamorphoses, touchés par la force créative et destructive des symptômes. L'usage de l'autorité est fréquemment mis en échec ; les tentations d'abandon, d'exclusion, d'autoritarisme, de laxisme traversent familles et institutions.

La diversité des détresses familiales et individuelles, les impuissances ressenties ont amené des pionniers et des équipes de praticiens et chercheurs à intégrer la dimension familiale : à la fois pour comprendre les métamorphoses identitaires ou leurs aléas et agir avec discernement auprès des adolescents et de leurs familles. Il leur a fallu inventer, élaborer des dispositifs mêlant l'accompagnement individualisé, les groupes éducatifs et thérapeutiques, les groupes de parents ou de familles. L'implication familiale au cours des diverses étapes du placement a démontré son utilité. La formation et la supervision des équipes pour contenir les forces destructives, renforcer la résilience et éveiller la créativité sont d'autres nécessités.

En Suisse, au Québec, en Belgique, en France, en Bretagne, des professionnels ont conçu, mis en oeuvre des dispositifs innovants soutenus par des réflexions éthiques approfondies. Ces pratiques portent sur le social, l'éducatif, le thérapeutique et le préventif. Le Congrès Vents d'Ouest vous propose de rencontrer ces experts et ces équipes, d'accéder à leurs méthodologies, recherches et outils d'interventions par des conférences et des ateliers alliant la théorie à la pratique.

Organisé par : Pegase Processus

Email : [secretariat@pegaseprocessus.fr](mailto:secretariat@pegaseprocessus.fr)

<http://pegaseprocessus.fr/>

## > 2e rencontres nationales sur l'accompagnement

4 et 5 Avril 2009, IUT, Halle Montjoie, Saint-Denis

Croisant pratiques concrètes, stratégies de formation et apports de chercheurs, les 2e Rencontres nationales organisées les samedi 4 et dimanche 5 avril à St Denis (93) sont ouvertes à tous les acteurs de l'accompagnement : éducateurs, parents, animateurs, formateurs, enseignants de tous niveaux, militants associatifs, responsables éducatifs et élus des collectivités locales.

Temps d'aide personnalisée, accompagnement éducatif, PPRE, PRE, Contrat Éducatif Local, stages de remise à niveau, accompagnement à la scolarité... : la multiplication de ces nouveaux dispositifs peut-elle être une réponse pertinente face aux difficultés scolaires ? Le plus est-il garant du mieux ?

Quelles ruptures engager avec les formes classiques de l'aide ? Quels supports, formes et contenus d'activités sont les plus à même de stimuler l'envie d'apprendre, de restaurer de l'estime de soi, d'enclencher une dynamique d'apprentissage ? Et quel mode d'interactions sert l'émancipation intellectuelle ?

Organisé par : GFEN

Email : [gfen@gfen.asso.fr](mailto:gfen@gfen.asso.fr)

<http://www.gfen.asso.fr/>